

Après le 12, il faut un mouvement d'ensemble du monde du travail (Communiqué du NPA 65)

En grève le 21 septembre, manifestation à 10h30, Bourse du travail de
TARBES.

La manifestation du 12 septembre est une réussite. 400 000 personnes, c'est au niveau des premières manifestations du mouvement contre la loi travail en 2016, alors que cette manifestation était tôt en septembre et appelée par une partie des syndicats seulement. Il faut dire que Macron a montré son mépris profond pour les travailleurs/ses, et que cela énerve. Sa sortie sur les « feignants » est obscène : des millions de personnes travaillent pour engraisser quelques centaines de capitalistes et il voudrait nous faire travailler encore plus... sans parler de touTEs ceux/celles qui voudraient travailler mais sont privés d'emploi.

Macron nous a aussi donné un petit coup de pouce en rappelant il y a quelques semaines ses projets pour les cheminots : casser leur statut et continuer à dépecer la SNCF. Soyons en certains : ceux qui attaquent le statut des cheminots attaquent aussi les acquis du privé et du public.

Construire un mouvement de grève unitaire

La journée du 12 change l'ambiance de cette rentrée : maintenant, de nombreux/ses salariéEs parleront des attaques de Macron. Mais elle ne suffira pas pour gagner.

La solution n'est pas que chacun appelle à sa propre manifestation, par exemple le 23 pour la France Insoumise, alors qu'une journée de grève unitaire est organisée le 21 septembre. Il faut que toutes les organisations qui veulent construire la mobilisation se réunissent autour d'une table pour construire un plan d'action pour faire céder le gouvernement.

A partir du 25, les salariés des transports routiers seront en grève reconductible. Nous avons besoin que d'autres secteurs les rejoignent, car l'enjeu est de construire un mouvement plus fort que la mobilisation contre la loi travail, avec de nombreux secteurs en grève reconductible, appuyés par des manifestations où tout le monde participe. La prochaine étape est d'être encore plus nombreux en grève le 21 septembre.

Les ordonnances de Macron constituent un projet de société

Macron veut casser le CDI et le remplacer petit à petit par le mal nommé « CDI de chantier », un contrat que les patrons peuvent arrêter quand ils veulent. Il veut que les droits des salariéEs soient négociés entreprise par

entreprise, alors que la force des travailleurs/ses, c'est justement d'être, au-delà de la situation de chacun, une classe sociale qui peut imposer un rapport de force national. Il veut faciliter les licenciements et désarmer les représentants syndicaux. Tout cela dans le contexte de la restriction des libertés démocratiques, de la diminution de l'ISF et des APL, de la casse du bac et de la sélection à l'université.

Ce que veut construire Macron, c'est une société où nous sommes tous soumis à l'arbitraire patronal tant sur les rémunérations, les conditions et horaires de travail et la vie quotidienne. En ces temps de crise économique, de concurrence effrénée, les capitalistes n'ont sans doute pas d'autre choix pour sauver leurs profits. Mais nous, ceux qui faisons tourner cette société, nous savons qu'une possibilité existe : se débarrasser de ce gouvernement et du capitalisme pour construire une société libérée de l'exploitation et des oppressions.

Le NPA65, Tarbes, le 17 septembre 2017